

Que pensez-vous des recommandations adressées à la France ?

Elles sont assez classiques. La seule surprise est le peu d'insistance sur la nécessité d'ouvrir les professions réglementées. L'absence de surprise s'explique par le fait que les constats sont connus. Tout observateur attentif se rend compte des freins qui brident l'activité. Tout observateur voit bien que la France a le niveau de dépenses publiques le plus élevé de l'OCDE. Tout observateur se rend bien compte que les prélèvements sur le travail et le capital atteignent un niveau inégalé au sein de l'OCDE. Il faut donc bien baisser les dépenses publiques. Tout observateur comprend que le Code du travail est abondant, intrusif, complexe et qu'il laisse peu de marges d'ajustement aux entreprises. Enfin, peu de pays connaissent une situation de chômage massif comme la France, et on ne peut plus incriminer la crise pour expliquer le taux de chômage élevé de la France. Le diagnostic est fait et Les réformes nécessaires qui en découlent sont connues depuis des années.

Ce qui change, en France, c'est l'arrivée au pouvoir d'un président et peut-être bientôt soutenu par une majorité au Parlement, qui s'est fait élire sur ces réformes et ne semble pas hésiter à les mettre en œuvre, contrairement à ses prédécesseurs. Les rapports des institutions internationales sont en totale cohérence avec le discours du président.

Mais aucune réforme du marché du travail ne crée de l'emploi...

C'est une idée reçue, mais elle est fautive. Là où elles ont été entreprises, comme en Allemagne, elles ont permis de sortir du chômage de masse et elles peuvent contribuer grandement à l'amélioration du marché du travail. Elles sont connues: apporter de nouvelles sécurités aux salariés en réformant la formation professionnelle afin de sécuriser Les parcours tout en accordant plus de flexibilité aux partenaires sociaux dans les entreprises pour adapter leur organisation à Leur contexte économique et social. Il faut aussi, sans Leur retirer Leurs moyens ou Leurs pouvoirs, tailler dans Les instances représentatives du personnel qui forment un mille-feuille dont Le coût est important pour les entreprises. Aucun pays de l'OCDE ne connaît autant d'instances !

La Commission critique le salaire minimum, qui n'a pourtant pas bénéficié de coup de pouce depuis plusieurs années.

Avec raison ! Nous avons au sein de l'OCDE le salaire minimum le plus rigide de tous Les pays. Dans une grande majorité d'entre eux. Le niveau du salaire minimum, lorsqu'il existe, relève d'une décision politique ou d'un calcul automatique, qui en général repose sur l'évolution des prix à la consommation. En France, nous avons à la fois une indexation sur les prix, mais aussi une clause d'indexation partielle sur l'évolution du pouvoir d'achat d'un salaire de référence. Ce qui fait que l'évolution du salaire minimum est parfois plus dynamique que l'évolution du salaire de référence. C'est une machine à créer de l'emploi peu qualifié couplé à compensation sous forme de réduction massive des charges sociales.

* Professeur d'économie associé à l'université d'Aix-Marseille